

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Conseil national des 14 et 15 juin 2014

Discussion

Hélène Bidard – Paris

La nécessité de construire un projet de gauche pour la France apparaît aux yeux de tous. Mais pas de projet de gauche sans égalité. Or l'égalité républicaine apparaît aujourd'hui comme un échec de la gauche. Les politiques publiques visant à lutter contre les discriminations apparaissent auprès des quartiers populaires comme des passe-droits, ce paradoxe pèse très lourd dans les quartiers populaires, et va de pair avec le discrédit de l'action publique. Le « *mariage pour tous* » a des conséquences anthropologiques à analyser sérieusement. Il y a un débat sur la famille structurant et qui a pesé sur les élections. D'autant plus lourd pour des femmes victimes de régressions généralisées et d'atteintes aux droits et qui n'ont pas trouvé suffisamment de réponses dans nos listes.

Sébastien Jumel – Seine-Maritime

La crise politique économique et sociale est d'une extrême gravité. J'avais indiqué dans ce contexte, à la veille des élections, le danger que représentait l'absence d'une ligne politique et stratégique globale. Cela a abouti à des stratégies locales différenciées avec les mauvais résultats que l'on connaît. Modestement, à partir de ce que nous avons construit à Dieppe, construisons un projet lisible ancré dans les réalités concrètes des territoires sur la base de stratégie de rassemblement qui ne soit ni un repli Front de gauchiste ni un remake de la gauche plurielle. Si c'est ce que le rapport propose, alors je suis d'accord.

Christine Mendelsohn – Bouches-du-Rhône

La gauche alternative a progressé dans les pays touchés par les politiques d'austérité, en particulier au Sud de l'Europe et certains partis l'ont fait avec le même programme que le Front de gauche en France. En finir avec la loi du profit capitaliste reste un motif de rassemblement de forces syndicales, associatives et

politiques. Soyons au milieu des autres, politisons les débats et soyons internationalistes car c'est aussi à ce niveau-là que se mènent les batailles pour un nouveau projet de société.

Nicolas Marchand – Val-de-Marne

La situation impose une évaluation critique et autocritique du Front de gauche et une réorientation, pour sortir de la paralysie et des initiatives à la hauteur.

1) On doit repenser le rapport luttes/alliances/élections : c'est le mouvement populaire qui est déterminant. Donnons priorité aux luttes, avec de vraies campagnes d'action porteuses de propositions.

2) Oui à un front plus large que le Front de gauche, mais pas avec les mêmes défauts. Pas l'union au sommet, une conjugaison base-sommet dans l'action. Pas l'union pour l'union, niant les différences ; l'union sur des bases de haut niveau.

3) Donc cesser de sous estimer l'enjeu de propositions précises au motif que ce serait technique. Répéter « *l'humain d'abord* » ne fait pas le poids pour dire comment s'émanciper des marchés financiers.

4) Les entreprises, au cœur de la politique de Hollande, vont-elles rester pour nous un lieu marginal, où l'on n'intervient que de l'extérieur ? La Convention sur l'industrie doit marquer le début d'un tournant décisif.

Véronique Sanchez – Gers

Les ingrédients d'un cocktail venimeux sont distillés à base des conséquences de la crise, de la résignation, de la fatalité, de la stigmatisation de la différence, de la valorisation de l'individualisme, de repères qui se radicalisent à droite, d'un présent et d'un avenir anxiogène et de l'absence programmée d'une alternative progressiste et humaniste et applicable dès à présent. Le bilan des européennes nous laisse sonnés mais avant tout prêts à la reconquête. Pour cela, nous nous devons d'être au clair avec nous-mêmes pour commencer, et d'être également au clair sur la question de l'avenir du Front de gauche. Il est urgent de se réunir et de s'approprier le Front de gauche pour impulser un souffle de fraîcheur et de conquête politique. C'est dans ce rassemblement de nos possibles que nous serons reconnus comme force de progrès populaire.

Igor Zamichiei – Paris

Face à l'ampleur de la crise démocratique, nous devons amplifier le débat politique et idéologique sur le projet de société que nous voulons pour la France, les luttes et le travail de rassemblement autour de ce projet. C'est l'objectif de la campagne que nous avons d'ores et déjà lancée à Paris : « *Un projet de gauche pour la France* ». Si nous voulons que le Front de gauche (FG) soit utile à cette ambition, nous devons faire un bilan sérieux de ses difficultés pour être en capacité de le relancer. Une vérité à rétablir : la perte de dynamique populaire du FG a commencé dès le lendemain de l'élection Hollande (*cf. élections partielles*) et non à partir des élections municipales. La raison en est la violence de la trahison de la promesse de changement par le gouvernement. En outre, ce qui a

poussé des millions de nos concitoyens à voter FG à la présidentielle ce n'est pas la promesse d'appartenance à une nouvelle force politique mais la promesse d'un autre avenir pour la France. C'est à ce travail de projet et de rassemblement que nous devons désormais consacrer tous nos efforts politiques.

Cécile Dumas – Alpes-Maritimes

Dans notre département, le bilan de la séquence électorale est bien la crainte de la marginalisation de la volonté de changer la société et de combattre les inégalités. La division de la société est très importante et nous avons en effet un énorme travail de conviction et une bataille d'idées à mener sur beaucoup de domaines, que ce soit la solidarité, l'intérêt du collectif, l'égalité des droits... Pour cela nous avons besoin du Front de gauche, d'un FG plus large, plus rassembleur et permettant sans catégoriser qui que ce soit de travailler à reconstruire une gauche dans notre pays avec un grand projet d'émancipation sociale et démocratique.

Dominique Satge – Haute-Garonne

Accord avec l'analyse du rapport sur crise systémique et crise profonde du politique. Dans ce cadre, le PCF doit approfondir son analyse de l'échec important du FG aux européennes. Les questions autour du fonctionnement du FG ne doivent surtout pas primer sur la question fondamentale de son orientation. Le positionnement clivant du PG fait percevoir le FG comme un rassemblement « *gauchiste* », repoussoir pour beaucoup des militants socialistes qui rejettent la politique gouvernementale. Besoin de construire des rassemblements à partir préoccupations populaires, sans a priori, en travaillant sur contenus. Besoin de campagnes dans la durée sur axes forts : coût du capital, réforme territoriale, emploi, salaires...

Xavier Compain – Côtes-d'Armor

A l'issue des séquences électorales, la responsabilité des communistes est d'ouvrir de concrètes perspectives d'avenir. Dans le dialogue, nous visons à la réappropriation sociale ; posons l'exigence de biens communs, nous voulons ouvrir des horizons nouveaux. Cela confie aux communistes des responsabilités de direction, d'animation, de rassemblement large pour construire le front populaire du 21e siècle. Face aux dominations sous toutes formes, être communistes sur nos territoires, internationalistes, mêlant coopération et solidarité est un chemin nécessaire.

Alain Obadia – Paris

Ayant volontairement abandonné les principaux leviers de commande aux marchés financiers, le « *personnel* » politique est perçu comme impuissant donc parasitaire. Cela alimente la crise de la politique. La construction politique d'un rassemblement « *grand angle* » ambitieux pour une issue solidaire à la crise est une initiative majeure face aux enjeux redoutables posés au pays. C'est l'existence même d'une alternative progressiste de gauche qui est en cause. Les

questions de l'industrie doivent être intégrées à cette démarche. D'où une revalorisation politique de la Convention. La bataille pour une voie novatrice de nationalisation d'Alstom est fondamentale.

Yann Le Pollotec – Seine-Saint-Denis

Nous sommes dans une situation de crise de régime aigüe : déliquescence de l'État, rejet massif de Hollande. Cela ne pourra probablement pas durer jusqu'en 2017, et le pouvoir est à la merci du moindre « accident industriel », style « *bonnets rouges* » ou « *émeutes 2005* ». A l'exception du FN qui demande démagogiquement une dissolution, toutes les forces politiques « *serrent les fesses* ». Nous devons mettre en débat dans notre peuple la construction d'une issue à cette situation de tous les dangers et exiger que la contre réforme territoriale fasse l'objet d'un débat et d'une consultation populaire.

Un FdG grand angle en phase avec une société travaillée en profondeur par la révolution numérique, implique de raisonner label par rapport à une charte de valeurs et de visées politiques, auto-organisation, viralité, stigmergie, créativité, et de sortir des vieux schémas politiques de pouvoir des années 70/90 du siècle précédent. Transformer le FdG en un simili parti politique serait un non-sens.

Pierre Lacaze -Haute-Garonne

Nous le savons, le Front de gauche ne peut plus continuer comme cela. On est en échec depuis 2009 avec une perte de 50 % des élus et aujourd'hui suite aux positions de Mélenchon avec un décrochage des hommes et femmes de gauche. Le PCF doit être visible, autonome et affirmer sa volonté de prendre le pouvoir contre le capitalisme avec les luttes et dans un rassemblement large. Changeons le nom du Front de gauche pour sortir de l'image qu'il donne d'un cartel de personnalités méprisant les communistes et voulant se placer. Comme en 1934, le PCF face au danger de l'extrême droite doit trouver le chemin du rassemblement et du progrès social avec le peuple, pas avec un club de personnalités quelles qu'elles soient.

Yannick Monnet – Allier

Pour avancer, il ne faut pas renoncer à approfondir et requestionner certaines analyses qui ont conditionné notre stratégie depuis plusieurs années. En 2002, nous analysons la présence de Le Pen au second tour de la présidentielle uniquement par l'échec de la gauche plurielle et nous tournons le dos à la construction d'une gauche majoritaire. En 2005, nous décrétons une majorité antilibérale pour créer des collectifs et nous continuons à tourner le dos à une partie de la gauche évitant une construction majoritaire. En 2012, avec l'appel à voter Hollande sans condition, nous rejetons toujours une construction majoritaire sur un contenu. Les débats sur la stratégie du Parti doivent nous repositionner dans une construction majoritaire pour prendre le pouvoir, pas dans un cartel d'opposants à gauche. Sur les européennes, davantage un vote de rejet des politiques - même nous - qu'une simple contestation du gouvernement. Un projet alternatif ne suffira pas. Il faut reconquérir les consciences.

Didier Le Reste – Paris

Après la séquence des élections, le peuple de gauche demeure désorienté, déçu et en colère, manifestant aussi une volonté d'agir pour inverser la donne. Hollande est considéré comme devenant pire que Sarkozy. C'est grave et violent, car cette appréciation rejaillit sur toutes les composantes de la gauche. Sur le Front de gauche, interrogations et préoccupations quant au flou qui entoure sa ligne politique. Des potentialités existent, encore faut-il créer les conditions de leur mise en mouvement dans une véritable dynamique de gauche. En ce qui concerne le front du social, voyons que plusieurs luttes portent des aspirations fortes et des dimensions de transformation sociale. Le conflit actuel des cheminots en est une des traductions. Ce que vise la réforme gouvernementale c'est le démantèlement de l'organisation historique de la SNCF pour faire de la place au privé. Les cheminots ont besoin d'être soutenus par le PCF et ses élus.

Jean-Jacques Karman – Seine-Saint-Denis

Suite aux 2 échecs électoraux : notre stratégie est-elle juste ? Nous ne pouvons pas ne rien changer. Le PS a achevé lui son « *Bad-Godesberg* ». Il n'y a pas d'alternative à la crise du capitalisme dans le cadre du capitalisme. Pour cela clarifions notre projet réellement communiste. Reprenons racine dans le marxisme, nous ne sommes pas en 1933, il n'y a pas d'étape intermédiaire, antifasciste dans la phase de rupture avec le capitalisme. Non à la VIe République bourgeoise car ce n'est pas la réponse. Oui à la Ire République sociale, démocratique et populaire. Nationalisations non capitalistes des banques et entreprises dominantes dans chaque branche, planification écologique et sociale, droits des travailleurs doivent être prioritaires. Nous pouvons le faire, d'autres moins nombreux et moins implantés l'ont réalisé. Pour cela retour au marxisme.

Fabien Guillaud-Bataille – Val-de-Marne

Un fait majeur : l'abstention. La gauche, plus que des scrutins, a perdu le peuple ! Le FN ne fait pas 43 % chez les ouvriers mais 43 % des 32 % d'ouvriers qui ont voté. Le PCF doit prendre le temps de l'écoute, pour recueillir et remonter la parole brute et sans filtre. Cela vaut pour un grand nombre d'adhérents du PCF qui ne parlent pas plus en interne que les citoyens dans les urnes. En 1994, nous lançons une campagne de long terme sur 2 aspects : celui du coût du capital et celui de la démocratie avec au cœur de faire progresser l'idée du vivre-bien et du bien-vivre, ensemble !

Aline Guitard – Rhône

Au sortir de deux séquences électorales difficiles, qui laissent des communistes épuisés MAIS ouvrent quand même des perspectives si on réussit à : 1) Rendre à nouveau crédibles nos propositions, notre projet, et en permettant d'incarner ces idées à travers des batailles concrètes qui intégreront citoyens et associations au-delà des forces actuellement dans le FG. 2) Redynamiser et renforcer l'outil qu'est le PCF en le renforçant, en faisant des adhésions en

particulier dans les quartiers populaires, en redéployant nos forces au plus près des territoires (cellules ?). Nous sommes attendus, et être à l'initiative des luttes avec un PCF - plus nombreux - est un gage de réussite de l'élargissement du FG.

Hervé Bramy – Seine-Saint-Denis

Je partage le caractère offensif du rapport et ses ambitions. Mais pour avancer il me semble qu'il faut tirer tous les enseignements des élections. Je propose que l'on constitue des collectifs utiles à ce travail. C'est ce que nous ferons le 21 juin en Seine-Saint-Denis. Cela doit nous permettre de bien définir les axes de reconquête à partir de constats repérés (alliance du conservatisme politique et religieux, abstentionnisme, clientélisme, violence...). Oui au développement des luttes pour l'industrie (Alstom après PSA) et le contenu du débat est un vecteur structurant de l'ambition des rassemblements à gauche. Oui au débat à gauche pour définir son avenir. Le PS a lancé les états généraux de la gauche dans le 93. Nous répondons favorablement à la sollicitation mais nous exprimerons des conditions, par exemple la fin de la volonté d'éradication des communistes en Seine-Saint-Denis. Enfin je propose de rajouter un volet monde socialiste et international aux axes du projet : conflits régionaux, Palestine, droit à l'énergie, Paris climat 2015.

Marie-Christine Burricand – Rhône

La convocation d'une conférence nationale répond à l'exigence des communistes. Cela doit permettre un examen sans tabou de notre stratégie. Donc, ne donnons pas des réponses avant que les questions ne soient posées. Après les défaites des municipales et des européennes, la poursuite de la stratégie de 2008 ne va pas de soi. Le PCF a perdu de nombreux élus, communes, un député européen sur deux. Je ne partage pas l'idée qu'il suffirait de poursuivre la stratégie décidée en 2008 en améliorant et en sortant du tête à tête avec le PG. Jusqu'à quand allons-nous appeler à refonder l'UE en conditionnant toute transformation aux batailles européennes et en faisant de la souveraineté nationale un tabou. Ce rapport esquive l'examen critique de la période écoulée : perte d'élus en 2011, 2012, Henin-Beaumont... Il n'y a pas de rassemblement possible sans mettre dans les mains du peuple la question du renforcement de l'influence et de l'organisation du PCF. Il y a besoin de réponses communistes.

Jean-Marc Durand – Drôme

Les échéances électorales ont renvoyé une situation d'échec pour la gauche et beaucoup d'interrogations pour le PCF et le Front de gauche. Poursuivre ou pas le FdG ? Si oui comment ? Ce sont les interrogations majeures des communistes aujourd'hui. Au cœur de cette réflexion est notre conception des alliances et de notre action révolutionnaire d'aujourd'hui.

La question est comment rendre les communistes, les citoyens acteurs et dépositaires de ces alliances. Donc sur quel socle les construire ? Dans l'extraordinaire bataille idéologique d'aujourd'hui qui comme aurait dit un certain fait prendre « les loups pour de chiens », il convient de travailler le contenu de

l'alternative politique à partir de propositions concrètes et précises, de nos propositions, à mettre en débat et à faire trancher par le peuple dans une contradiction constructive avec les organisations de gauche qui le représentent et qui ont vocation à être partie prenante de cette alliance afin que le changement devienne majoritaire dans ce pays.

Véronique Sandoval – Paris

Face à la véritable crise de la civilisation à laquelle nous sommes confrontés, à un FN aux portes du pouvoir, il est indispensable de redonner une nouvelle dimension à notre travail sur notre projet communiste de nouvelle génération pour répondre aux défis actuels, en en faisant l'affaire de tout le Parti et en l'articulant à toutes nos batailles ; ce qui suppose appropriation par tous les communistes et large débat en bas pour co-construire.

Alain Hayot – Bouches du Rhône

Il faut en finir avec les oppositions binaires et simplistes : nous avons besoin à la fois de construire un rassemblement du peuple et d'une nouvelle phase du Front de gauche qui doit devenir le fer de lance de ce rassemblement. Nous avons aussi besoin de dépasser l'opposition stérile entre propositions immédiates et projet de société. Elaborer à des milliers d'intelligences citoyennes une nouvelle société d'émancipation humaine devient une urgence absolue pour donner du sens et de la crédibilité à nos propositions et offrir une autre visée que le face à face mortifère entre le libéralisme mondialisé et le national-populisme. Rien n'est acquis, il faut inventer un communisme de nouvelle génération : il doit croiser l'espérance à l'égalité, le rêve féministe et libertaire, l'urgence écologique, l'utopie d'une mondialité culturelle et l'aspiration citoyenne à décider du local au global.

Laurence Cohen – Val-de-Marne

La séquence électorale que nous venons de vivre nous a profondément secoués. Nécessité d'ouvrir un espace politique de réflexion sur ces résultats pour éviter des analyses à l'emporte-pièce: nos mauvais résultats seraient de la seule responsabilité du FG. Pourquoi des gens, sans appartenance à un parti, se sont-ils engagés aux municipales et ne se retrouvent pas dans nos campagnes nationales ? Besoin de se sentir maîtres des choix qui sont faits de bout en bout. Pour construire un rassemblement populaire majoritaire, dont le moteur est le FG, travaillons avec eux dans un lien de proximité, à partir d'un appel du PCF et d'une dynamique de luttes. Celle concernant l'organisation des territoires nous permet de développer notre conception des services publics, du mieux vivre ensemble, du développement économique... Autant de valeurs fédératrices pour un projet de transformation sociale. Ce processus convergeant, à partir d'ateliers dans les sections, les fédérations, à la Conférence nationale.

Alain Raymont – Yonne

Nous devons tirer tous les enseignements des événements et élections depuis

notre congrès. Notre parti, le Front de gauche sont inaudibles et ceci explique les faibles résultats aux élections et l'étanchéité entre les électorats déçus du PS, des Verts, du NPA et le Front de gauche. Nous sommes inaudibles car nous ne portons pas vraiment un discours radical, de rupture avec le social-libéralisme. Nous sommes inaudibles car le Parti est en crise, divisé, à géométrie variable sur ses stratégies, et qu'il n'a pas su tourner le dos à la gauche plurielle. Le Parti de gauche est aussi en crise du fait que ses illusions de prise du pouvoir se sont envolées, le Front de gauche est en crise de ne pas avoir su ou voulu s'ouvrir aux citoyens. Il n'y a pas d'autre solution que le Front de gauche, revisité à travers d'abord un vrai projet de gouvernement et de société.

Elisabeth Gauthier – Essonne

L'extrême droite progresse dans certains pays dans un contexte d'implosion des systèmes politiques, et des partis qui en sont les piliers, situation par conséquent dangereuse. En France, l'ambition de faire émerger un projet de gauche pouvant devenir majoritaire exige une stratégie ambitieuse et complexe. L'articulation doit être juste entre reconstruction du Front de gauche et la recherche d'alliances avec des forces nouvelles. Ce n'est pas l'un ou l'autre, ni l'un à côté de l'autre. Pour tout ce que nous avons à faire, la reconstruction du FdG est essentielle. Les forces et citoyens FdG dans nos villes sont des acteurs essentiels en faveur d'un rassemblement plus large. Il ne peut y avoir de raccourci.

Jean-François Téaldi – Alpes-Maritimes

Réagir, lorsque 8 % des ouvriers votent FG, mais 43 % FN, ou encore, plus de 30 % des salariés, dont 27 % proches de Solidaires et 22 % proches de la CGT ! Des votes pressentis lors de nos tractages aux portes des entreprises (La Poste, SNCF, communaux...). Durant la campagne, pas de réponses au monde du travail (nationalisations, droits nouveaux...). Quelles fédérations ont tenté de structurer des réseaux communistes dans les entreprises, axe pourtant jugé « prioritaire » lors du Congrès ? Sans ces structures ce sera le FN qui s'y implantera ; décidons des mesures concrètes. Sur notre absence dans les médias, nous avons lancé le 23 avril une pétition « Exigeons le pluralisme dans les médias » sur Mesopinions.com. Aucun relais, ni de l'Huma, ni du Parti, ni du FG ! Comment dès lors mobiliser sur cette question ?

Pascal Savoldelli – Val-de-Marne

Face aux circonstances graves et nouvelles du paysage social, politique, le nécessaire renouvellement de l'offre politique à gauche induit une nouvelle utilité du PCF sur le terrain des idées, des luttes, de rassemblements du local au national. Politisons les valeurs et les besoins, parlons davantage d'un autre avenir pour le peuple, pour la France, raccordons identité et solidarité... Evitons le piège des deux gauches voué à ouvrir un boulevard à la droite et au FN et à détourner le PCF et le FG de l'objectif d'un rassemblement à vocation majoritaire. Organisons et valorisons le temps de débats à l'écoute « *en bas* » de tous les communistes, d'ici la conférence nationale.

Eliane Assassi – Seine-Saint-Denis

La crise a de multiples facettes dont celle d'être une crise démocratique. L'absence de référendum populaire et de consultation des élus sur la réforme territoriale dans ces deux volets renforcent la défiance à l'égard de la politique et de son personnel.

Dans les rangs parlementaires socialistes, écologistes, radicaux, nombreux sont celles et ceux qui ne sont pas favorables à cette réforme.

Les sénatrices et sénateurs du groupe CRC favoriseront dans les débats tout ce qui peut faire émerger des convergences au sein de la gauche sénatoriale avec l'objectif du rejet de ces textes sur la base de contenus et de propositions alternatives.

Mais la bataille parlementaire ne suffira pas. La mise en mouvement de l'ensemble de nos élus et l'organisation d'initiatives de proximité avec nos concitoyens attachés aux politiques publiques sera fondamentale.

Ce débat pèsera dans le scrutin sénatorial du 28 septembre prochain pour lequel nous ambitionnons la réélection de nos 5 sénateurs sortants.

Paul Barbazange – Hérault

De nombreux militants demandent réflexions et pratiques communistes dans le cadre national, la proximité et au quotidien. Les résultats électoraux et l'évolution de l'exploitation capitaliste l'appellent. En dépit du climat politique nous réalisons de nombreuses adhésions au PCF. L'avenir est donc possible. Incertain cependant car nous pouvons disparaître sous les coups du découragement par dilution et nous retrouver en l'état et au rôle du PRG. PGE à l'international, FG en France contribuent par la multiplication des niveaux de décision au caractère illisible de nos propositions. L'organisation les 8/9 novembre d'une conférence nationale constitue une chance de rebondir. C'est au niveau de la mobilisation intellectuelle et militante et au congrès qu'il faut agir. Retrouvons les chemins de l'idéologie et l'action communiste.

Danielle Trannoy – Gironde

Ne pas confondre accords électoraux et projet communiste. Cadre statutaire pour débat des communistes dans la conférence nationale pour un bilan collectif sur les évolutions du PCF auxquelles conduit le FG pour une stratégie politique centrée sur le monde du travail dans les entreprises et les cellules de quartier. Sur abstention majoritaire, 60 % des inscrits, soit 30 millions des électeurs inscrits. 60 à 78 % dans les quartiers populaires. Expression du rejet UE : abstention et vote FN. Le peuple cherche avec qui et comment s'en sortir. Pour l'instant, y compris les 2/3 de l'électorat du FG s'abstiennent. Le PCF aurait à gagner à faire grandir le rassemblement du refus des traités et directives européennes. Le PCF a besoin de reconstruire une unité de pensée.

Marc Brynhole – Loiret

Je partage la proposition du rapport : pousser l'analyse mais aussi - dans cette situation d'urgence - prendre les initiatives pour bouger les lignes. Ainsi sur la « *réforme des collectivités* », ne sommes-nous pas plus forts que nous le pensons nous-mêmes ? Avec la pertinence de nos arguments contre le démantèlement de la République et les forces disponibles : un PS plutôt divisé, des élus locaux, des citoyens avec qui nous pouvons créer un vaste arc de rassemblement susceptible d'isoler les décisions de François Hollande, utiles pour ouvrir une perspective à gauche.

Marie-France Michenaud – Vendée

Aux municipales, quelle que soit la stratégie, le FG a été embarqué dans la débâcle socialiste. Ceci s'est confirmé aux européennes. Ce qui permet aux communistes en Vendée de continuer, c'est la force de ce qu'ils ont construit dans le travail de préparation des municipales, avec les autres forces du FG et des citoyens. Nos résultats redonnent l'espoir. Nous affirmons que le Front de gauche est à développer, en le faisant évoluer vers plus de démocratie, de lisibilité et d'ouverture. Le PCF doit porter un grand projet pour la France, l'Europe, pour reconstruire la gauche qui vise à dépasser le capitalisme, à lutter contre l'austérité, jusqu'à un rassemblement majoritaire. Les points d'appui : le soutien à ceux qui résistent, cheminots, intermittents du spectacle. Les campagnes que nous allons mener doivent faire bouger les esprits, contribuer à l'émancipation humaine, à une vie digne. Porter ces campagnes sur 3 grands points : emploi, école, santé, qui pourraient être des portes d'entrée devant le mur qui est devant nous.

Bob Injey – Alpes-Maritimes

Le chemin pour construire une alternative existe, mais il est très étroit. Et donner à voir notre peuple qu'il existe est un enjeu en soi et les obstacles ne manquent pas.

Nécessaire de répondre à deux exigences.

D'une part avant de dégager une majorité politique, il faut reconstruire une majorité d'idées à gauche. Celle-ci n'existe pas aujourd'hui. La France c'est profondément droitisée dans ses motivations de vote. C'est une chose réversible, mais pour cela il faut mener la bataille des idées. Face au martelage sur le « *coût* » du travail, le « *poids* » de la dette, le mille-feuille administratif, le trop d'impôts sans parler de la préférence nationale, il y a besoin de reprendre le terrain des idées. Les 5 axes que propose Pierre sont indispensables si nous voulons redonner des marqueurs dans le débat politique. Des marqueurs qui puissent nous identifier dans le débat et donner un sens à ce que nous disons. Il ne suffit pas de parler de gauche ou bien encore de l'avenir de la France, il faut caractériser cette gauche et cet avenir. Les marqueurs doivent y contribuer.

D'autre part, s'il faut sortir du tête à tête avec le PG, attention à ne pas s'enfermer dans d'autres têtes à têtes... Ce qui manque profondément au Front de gauche, notre problème, ce que nous n'avons pas su ou pas pu faire c'est traduire en implication citoyenne les 4 millions de voix de la présidentielle.

L'appropriation par le plus grand nombre de la dynamique que nous voulons engager est indispensable. Pour cela il nous faut construire cette dynamique à partir d'initiatives locales et dans la durée.

Alain Hayot – Bouches du Rhône

Je m'élève avec force contre l'idée que le vote FN est hors du clivage gauche/droite. Il est majoritairement issu d'une radicalisation du vote de droite. Il s'appuie sur une adhésion à un corpus idéologique que l'on désigne sous le vocable du lepenisme (préférence nationale, autoritarisme, xénophobie, naturalisme social et identitaire...). Il s'appuie aussi sur la capacité du FN à exercer une hégémonie politique sur une grande partie de la droite. Ce n'est pas la première fois dans notre histoire que droite bonapartiste et extrême droite s'allient et c'est là que se situe le danger et la nécessité d'une contre-offensive.

Marie-Christine Burricand – Rhône

Sur le contenu de l'abstention et du vote FN : cela fait un certain temps que des études sont démenties par des élections. Le contenu de l'abstention est évidemment difficile à déterminer mais, pour une part, l'abstention précède le vote FN. Le FN avance masqué. Même si le vote FN est majoritairement un vote de droite, une partie de ceux qui votent FN, du point de vue de leur place dans la société, ont vocation à voter pour nous.

Alain Janvier – Seine-et-Marne

L'analyse des résultats du FN aux élections de 2014 constitue un élément clé pour construire une alternative réussie à gauche. Si le fonds de commerce du FN réside dans les campagnes anti-immigration, la progression du FN n'a été possible que par la mise en œuvre d'une construction politique qui occulte le contenu programmatique du FN : baisse de l'impôt sur les sociétés, suppression de l'ISF, disparition du logement social comme structure durable et pérenne, obligation inscrite dans la Constitution de compte équilibré de l'Etat, interdiction de créer un nouvel impôt..., autant de lignes qui figurent explicitement dans le programme FN. Par ailleurs, la section d'entreprise de la Snecma a produit un texte alertant sur la menace qui pèse sur les libertés publiques du fait d'une discrimination systématique à l'encontre du PCF reconnue par le CSA, de pratiques manipulatoires visant à sa marginalisation, et demandant que le PCF prenne des mesures concrètes et visibles pour s'y opposer.

Nicolas Marchand – Val-de-Marne

Le progrès de l'influence du FN sur les salariés nous interpelle sur l'absence du parti dans les entreprises, comme l'a dit J-F Téaldi. Face à cette influence, la stigmatisation du FN, bien sur justifiée, et la « déconstruction » de son programme ne suffisent pas.

Il faut exister, avec nos idées et nos actions, dans l'espace politique des salariés, des ouvriers.

Pour l'instant nous n'existons pas. Comment on agit pour ré-occuper cet espace politique? Quelles actions ? Quelles propositions ? Quelle force de conviction sur l'alternative de progrès, avec des idées précises ? Et avec quels moyens organisés dans les entreprises ?

Attention à l'obsession électoraliste (nous faisant apparaître « comme les autres » ...) et des alliances de sommet qui nous détournerait de ces questions essentielles.

Yann Le Pollotec – Seine-Saint-Denis

Sur l'électorat du FN, il ne faut être ni dans le déni, ni sombrer dans une confusion entre comportements électoraux, catégories socioprofessionnelles, conscience d'appartenance à une classe sociale et représentations.

Ainsi, les 43 % des ouvriers ayant voté aux Européennes qui ont mis un bulletin de vote FN dans l'urne, se perçoivent comme membre de la classe moyenne et non comme faisant partie de la classe ouvrière. Il y a toujours existé un vote réactionnaire touchant les ouvriers et les couches populaires. C'est le problème soulevait par Marx de « classe en soi » et de « classe pour soi ».

Quand 2 millions de jeunes souvent issus des quartiers populaires regardent les vidéo de Dieudonné-Soral, ne soyons pas dans le déni des dégâts politiques que cela provoque.

De même, quand le FN dans un tract associe la lutte contre les licenciements boursiers, pour les salaires et les retraites avec la préférence nationale.

Personne n'est de naissance immunisé contre le racisme, la xénophobie, le chacun pour soi, dans les entreprises comme dans les quartiers populaires, tout est affaire de combats politiques et culturels pour rendre dominantes les valeurs de progrès, de fraternité, d'égalité et de liberté.

Olivier Dartigolles – Pyrénées-Atlantiques

Le FN a obtenu près de 18 % aux dernières élections présidentielles. Il fait 25 % des exprimés aux européennes et arrive en première position dans plus de 70 départements. A chaque élection, il mobilise un socle solide d'électeurs et progresse.

Je ne suis pas d'accord avec l'idée selon laquelle le seul moteur serait le racisme. Il y a quelques années, on disait « il faut partir de ce que les gens ont dans le tête » . Partons de ce que les femmes et les hommes qui votent Marine Le Pen expriment. Ils apportent un soutien à un discours et à des propositions. Il faut donc aller chercher le FN sur les questions économiques et sociales. Le FN marque des points en laissant croire qu'il défend le peuple contre les élites. Le FN parle du social, de l'emploi, de l'industrie, de la souveraineté....La manière de s'opposer au FN est en échec quand nous en restons sur la question de la défense de la République et des valeurs. Pire, cet angle d'attaque peut être aujourd'hui contre-productif.

Isabelle Mathurin – Paris

Prendre le temps d'analyser les récents résultats électoraux conditionnant nos perspectives, mais pas seulement au regard des récents résultats mais sur le temps long. D'accord pour s'engager sur la lutte contre le coût du capital, les services publics et les institutions, enjeu central au regard des valeurs de la République et clivage droite/gauche. Besoin de débattre avec d'autres forces pour éclairer ou préciser notre projet. Pour les services publics, besoin d'analyser la division des salariés et en lien avec les enjeux européens, marché transatlantique. Construire pour une alternative à gauche avec toutes les forces qui s'interrogent sur l'orientation à droite de la politique du gouvernement.

Denis Durand – Paris

Les batailles industrielles ou la campagne sur le coût du capital sont porteuses de solutions radicales à une crise qui met en cause les fondements mêmes du capitalisme : lutter pour que les citoyens aient le pouvoir de mobiliser l'argent pour l'emploi, les services publics. Ces conceptions ne sont pas celles de J.-L. Mélenchon mais c'est normal. La dynamique du Front de gauche devrait précisément reposer sur le rassemblement de forces différentes, dès lors que ces différences sont tranquillement assumées dans un débat ouvert, avec les citoyens. Sortons vraiment des ornières dans lesquelles nous ne cessons de retomber depuis vingt ans. Cessons de considérer que nos idées sont un handicap. Dans la tradition marxiste, elles se nourrissent à la fois de leur élaboration en lien avec les luttes et d'une prise en compte critique du mouvement des idées contemporaines. Leur cohérence s'incarne dans des propositions précises dont chaque développement de la crise confirme la pertinence. Il faut changer notre comportement pour mettre nos actes en accord avec nos intentions.

Céline Brulin – Seine-Maritime

Sortir de l'impasse nécessite d'éviter l'écueil des constructions de sommet parce que tout ce qui est vécu comme motivé par des intérêts politiques est rejeté et parce que le paysage politique actuel ne traduit pas les contradictions à l'oeuvre. Notre travail ne doit-il pas articuler « éclairage » communiste et mobilisations sur quelques objectifs atteignables pour lesquels il ne faut fixer aucune limite au rassemblement. Faute de quoi nous risquons d'alimenter d'autres impasses. Par exemple la question de la qualification d'un candidat de gauche au 2e tour de la présidentielle. Les « incertitudes » sur les échéances territoriales à venir nous invitent à porter la volonté de territoires respectés, vivants, dynamiques avant les questions tactiques.

Daniel Cirera – Seine-Saint-Denis

Face à la nouveauté de la situation et la gravité de la crise, quels enseignements, que proposent les communistes pour la France ? Besoin d'une évaluation sincère des résultats électoraux de 2010 à 2014 au regard des objectifs. Le débat n'est pas FdG ou pas, FdG ou « *Union de la gauche* ». Il porte sur la conception du rassemblement, le rôle et l'utilité du PCF. Rassemblement de la « *gauche de la*

gauche » ou dynamique de rassemblement de toute la gauche au service du mouvement ? Crise de la politique : sortir des constructions de sommet coupées du réel, construire la perspective à partir de solutions, des contradictions, du mouvement social et des attentes populaires. Pas de Grand Soir. Pour une initiative nationale du PCF qui donne à voir qu'il a pris la mesure de la gravité de la crise, sa démarche, la priorité à l'écoute du pays réel.

Francis Parny – Val d'Oise

Je crois nécessaire d'améliorer l'articulation entre campagne sur 5 grands axes et campagne nationale du PCF sur le projet. Le contenu et les objectifs de ces deux campagnes sont en effet différents. Je me félicite particulièrement de la proposition de mener campagne sur le retournement du calendrier électoral pour voter aux législatives avant la présidentielle. C'est un bon moyen de combattre le bipartisme comme la monarchie républicaine où nous sommes. C'est aussi une main tendue à tous les parlementaires qui souhaitent réévaluer le rôle du Parlement.

Mélanie Tsagouris – Meuse

Nous devons nous poser la question de l'outil politique qu'est le Front de gauche. D'abord parce que nous nous y sommes engagés au dernier CN, mais aussi parce que lorsque le FG dysfonctionne, le PCF s'enraye. Pendant les européennes, nombreux ont été les freins, les batailles à peine esquissées, voire non menées, alors que nous disposions d'un projet pour l'Europe qui constitue une vraie réponse à la crise sociale et institutionnelle. Nous proposons de travailler à de nouveaux rassemblements ancrés dans les territoires, plus larges, ouverts à toutes les luttes citoyennes. Pour contribuer au dépassement des difficultés du Front de gauche, nous devons proposer aux communistes une réflexion autour de questions précises, en vue de préparer la conférence nationale de l'automne.

Yves Dimicoli – Paris

Le Front de gauche est en crise. Depuis 2012, il s'éloigne de son objectif: le recul des idées social-libérales dans la gauche en la rassemblant sur des options alternatives transformatrices. Mélenchon et le PG portent la responsabilité majeure : agressivité, sectarisme, ligne protestataire sans propositions sérieuses développées. Nos responsabilités : nous refoulons nos propositions précises, sous prétexte de technicité. La campagne surtout protestataire des européennes et le mauvais accord avec le PG en témoignent. C'est une erreur stratégique fondamentale qui, échec après échec, nous fait sacrifier nos objectifs pour des accords électoraux préalables au sommet, ce qui nous coupe des travailleurs. Vaut-il rompre avec cela ou continuer à nous planter ? Certes, il faut viser un front large désormais, mais en cherchant à être en prise sur les actions à la base et en tirant les leçons de nos échecs répétitifs liés à la prédominance de la critique sur les propositions et le projet.

Raphaël Debu – Rhône

Pour dépasser les crispations du FG, nous devons refonder le fonctionnement et la ligne politique d'un rassemblement progressiste plus large et plus souple, avec toutes les bonnes volontés qui souhaitent se mobiliser autour d'un projet de gauche. Le projet doit être replacé au centre, en y impliquant tous nos camarades afin de l'enrichir. La clarification sur la stratégie est essentielle, on ne peut pas être dans l'imprécation/dénonciation d'un côté et dans la volonté de rassemblement majoritaire. On n'insulte pas ceux avec qui on veut travailler. Le Front de gauche est destiné à évoluer pour travailler à un avenir pour la France qui puisse être porté et partagé par la majorité des Français.

Laurence Zaderatzky – Pas-de-Calais

Oui la crise que nous vivons est gravissime. Les derniers résultats électoraux montrent que notre projet n'est pas considéré comme crédible, notre stratégie pas lisible. Nous avons, je crois, sous estimé la violence du capitalisme. Je pense que nous sommes en déficit d'analyses sur l'état de la société, et que nos outils et messages ne sont pas adéquats. La crise plonge chacun dans une grande insécurité. Insécurité économique, sociale avec le chômage, la précarité, la dégradation des conditions de travail ; insécurité pour l'avenir des enfants. C'est une arme redoutable au service de la division, des communautarismes. Certains chercheurs comme R. Gori ou les « économistes atterrés » parlent de fragmentation de nos sociétés et des êtres, et de perte de sens. Pour refaire sens et redonner l'espoir d'un autre chemin possible, nous avons besoin de formation et d'espace, comme le Front de gauche, pour échanger et co-construire une alternative émancipatrice.

Jacques Chabalier – Indre-et-Loire

La journée du 21 juin, décidée par des organisations syndicales, politiques, associatives, et personnalités, après la marche du 12 avril, peut être un moment important pour la construction et la visibilité d'une alternative. Elle repose sur 2 points essentiels : un travail sur des contenus et des propositions concrètes qui peuvent devenir un socle commun, et le déploiement de ce travail dans les territoires à travers la mise en place de collectifs locaux larges, prenant des initiatives, du local au national. Nous nous devons donc d'y participer, d'y porter des contenus, en veillant à la convergence de l'ensemble de ces actions.

Pascal Bagnarol – Corrèze

Malgré les difficultés rencontrées en amont des européennes, le résultat dans le département est loin d'être négatif. Cependant, la proposition de conférence nationale en novembre est nécessaire. Une candidature PCF en Corrèze n'a pas permis que les adhérents, les directions s'engagent à la hauteur de l'exigence du moment. Ce qui est ressorti de cette campagne c'est que la perte de repères qui taraude la société malmène également les communistes. Alors nous avons décidé de 2 stages de base et la participation à une formation cadres du PCF, de la réorganisation du Parti dans le département et une journée de réflexion le 28 juin. Avec nos 5 fêtes de section et la fête départementale, nous aurons des

moments de rassemblement et de confrontation politique. Court moyen et long terme sans opposition.

Jacques Maréchal – Moselle

La situation politique très dégradée impose de prendre de nombreuses initiatives audacieuses. Il faut intégrer la question de l'emploi, enjeu et préoccupation majeurs de toute la société. L'existence dans l'espace politique d'un Front de gauche est un point d'appui qui est porteur d'un potentiel. Cette avancée stratégique a permis le renforcement du PCF et l'engagement citoyen renouvelé. Le Front de gauche ne doit pas être réduit à ses difficultés actuelles. Nous devons faire du Front de gauche une construction durable, travailler à son élargissement, en faire un outil citoyen et populaire au service d'un rassemblement majoritaire.

François Auguste – Isère

Nous devrions prendre l'initiative d'une véritable campagne pour obtenir des référendums sur la réforme des collectivités, comme en 2005. C'est la démocratie qui est en danger, pas seulement les services publics. La démocratie représentative locale, bouclier démocratique, est désormais menacée de mort, avec la décentralisation, la coopération, le fait communal. Mener campagne pour un référendum national sur les réformes, des référendums locaux sur toute fusion et porter un projet de nouvelle architecture démocratique locale dans un projet de VIe République, fondé sur le maintien des collectivités, la coopération, la péréquation des ressources, la démocratie participative à tous les niveaux.

Nicolas Bonnet – Paris

L'avenir du Front de gauche ne peut pas être une opposition de gauche mais doit viser à construire une nouvelle majorité de gauche. Pour cela nous devons partir des repères essentiels à gauche, notamment la répartition des richesses. Nous le voyons bien, l'ISF apporte des recettes en augmentation cette année, il y a donc des richesses et des personnes très riches, alors que les inégalités ne cessent de progresser. Nous devons donc lancer une grande campagne pour une nouvelle fiscalité et une nouvelle répartition des richesses, à travers des états généraux.

Laurent Péréa – Dordogne

Être attentifs à tout ce qui bouge en termes de résistance, propositions, rassemblement possible. Face à la situation politique gravissime, le PS vient de se voir signifier une sanction qui, à la fois, rejette son hégémonie sur la gauche et met un coup d'arrêt à l'idée du vote utile comme rempart à la droite et au FN. Cela met en avant ce sentiment chez ceux qui sanctionnent de s'emparer d'une issue majoritaire à gauche, mais aussi amplifie volonté d'une autre voie pour le changement. Cela nous ouvre un espace pour travailler les conditions d'un rassemblement plus social, plus politique, plus citoyen comme nous le propose la feuille de route.

Frédéric Genevée – Val-de-Marne

Il faut travailler les contradictions du PS. Oui nous sommes dans une nouvelle séquence politique, car il n'y aura pas un retour à gauche du PS en tant que tel mais des décodages massifs. Le rapport de Pierre Laurent a pris en compte la discussion du CEN en n'opposant pas Front large et Front de gauche, en travaillant à nouveau la question du communisme, en proposant un processus conduisant à des Assises. Il reste malgré tout des points aveugles : élections, projet de gauche/projet communiste, niveau de colère sociale/niveau d'alternative/réalisme du rassemblement, France/Europe/monde, poursuivre les transformations du PCF vers plus de démocratie et d'horizontalité. Enfin, je me félicite de la proposition de réunir le Conseil national élargi du Front de gauche.

—

Remerciements

Pour leur aide précieuse : Jacqueline Lamothe, Marianne Parmigiani, Marie-Noëlle Postel, Monique Renault, Alain Vermeersch et Jean Youdom..